

Déclaration liminaire de John Kerry au Sénat sur la crise en Syrie

par John F. Kerry

RÉSEAU VOLTAIRE | WASHINGTON DC (ÉTATS-UNIS) | 3 SEPTEMBRE 2013

РУССКИЙ ENGLISH ESPAÑOL PORTUGUÊS عربى



Le secrétaire d'État John Kerry – M. le président, mesdames et messieurs les membres de la commission, M. Corker, chef de file des sénateurs de l'opposition à la commission, nous vous remercions vivement de nous recevoir aujourd'hui. Nous nous réjouissons d'avoir l'occasion de vous présenter la vision du président Obama à l'égard non seulement de cette opération, mais également, comme le sénateur Corker s'en est enquis à raison, de la Syrie elle-même et de la ligne de conduite au Moyen-Orient. M. le président, merci d'accueillir Teresa. Il s'agit de sa première participation à un rendez-vous public depuis le début du mois de juillet, et nous nous réjouissons tous de l'avoir à nos côtés.

À l'entame de ce débat, il convient de souligner sans exagération, mesdames et messieurs mes anciens collègues, que le monde n'attend pas simplement de voir ce que nous allons décider. Il attend également de voir comment nous prendrons cette décision – il attend de voir si dans un monde dangereux notre gouvernement peut encore parler d'une seule voix. Le monde veut savoir si les

États-Unis sauront se montrer à la hauteur et modifier l'équation.

Comme vous l'avez dit, M. le président, et comme vous l'avez-vous-même réitéré, M. Corker, autoriser notre nation à entreprendre une opération militaire est évidemment l'une des décisions les plus importantes, l'une des responsabilités les plus importantes de cette commission et de tout sénateur pendant sa carrière entière. Le président et le gouvernement vous savent gré d'avoir regagné aussi rapidement la capitale pour aborder cette question et commencer, comme il se doit, à vous pencher sur cette tâche avec beaucoup d'attention et de précision, la seule manière d'évoquer le recours potentiel à la force militaire.

M. Corker, je sais que vous voulez débattre, comme vous l'avez dit, des raisons pour lesquelles la Syrie compte pour notre sécurité nationale et nos intérêts stratégiques, au-delà des raisons humanitaires impérieuses. J'ai hâte de vous les présenter cette après-midi de concert avec le secrétaire Hagel et le général Dempsey.

Mais avant tout, il importe d'expliquer aux citoyens américains pourquoi nous nous sommes ici. Il importe que ceux qui ne disposeraient pas de tous les éléments d'information en raison du week-end de la fête du Travail puissent avec nous tous se concentrer sur les enjeux. C'est pourquoi le président des États-Unis a décidé, contrairement à ce que beaucoup attendaient, de demander au Congrès de s'associer à cette décision. En agissant de la sorte, notre nation est plus forte.

Nous sommes réunis, car, en dépit des nombreux avertissements lancés par le président des États-Unis, le Congrès, nos amis et alliés dans le monde, et même par la Russie et l'Iran, le régime Assad – et rien que le régime Assad, irréfutablement – a perpétré une attaque chimique odieuse contre de ses propres citoyens. Nous sommes ici, car un dictateur et l'entreprise personnelle de sa famille, dans leur acharnement à s'agripper au pouvoir, ont délibérément contaminé l'air de Damas avec un poison qui a tué des mères et des pères innocents et des centaines de leurs enfants, eux dont la vie a été anéantie par du gaz à l'aube du 21 août.

Chose étonnante, certains, ici ou là, ont remis en question les

preuves de cette attaque contre la conscience. Ici, aujourd’hui, une fois de plus, je répète que seule une volonté délibérée de ne pas voir la réalité en face peut conduire à déclarer que les faits ne sont pas survenus comme rapportés, ou que le régime n’en est pas l'auteur. Ces faits ont eu lieu – et le régime Assad en est l'auteur.

Bien sûr, je me souviens de l'Iraq. Le secrétaire Hagel s'en souvient. Le général Dempsey s'en souvient tout particulièrement. Mais le secrétaire Hagel et moi et nombre d'entre vous ici présents avons un souvenir particulier de l'Iraq, parce que nous étions ici pour ce vote. Nous avons voté. C'est pourquoi Chuck et moi sommes particulièrement attachés à ne plus jamais demander aux membres du Congrès de voter sur la base de renseignements erronés. C'est pourquoi nos services de renseignements ont passé les preuves au crible, encore et encore. Nous avons déclassifié une quantité inédite d'informations. Et nous demandons au peuple américain et au reste du monde de juger ces informations.

Nous pouvons vous dire, au-delà de tout doute raisonnable, que nos preuves établissent que le régime Assad s'est préparé à cette attaque, a donné des instructions pour préparer cette attaque et a demandé à ses troupes de porter des masques à gaz. Nous disposons d'éléments matériels établissant d'où et quand les roquettes ont été lancées. Aucune roquette ne s'est abattue sur les zones contrôlées par le régime. Aucune. Elles se sont toutes abattues sur des zones contrôlées par l'opposition ou sur des zones contestées. Nous disposons d'une carte, de preuves matérielles, montrant chaque point d'impact – ce sont là des éléments concrets.

Quelques minutes après l'attaque – 90, me semble-t-il, pour être précis, peut-être un peu moins – des images abominables des dégâts occasionnés ont déferlé sur les réseaux sociaux – des hommes et des femmes, des personnes âgées et des enfants, gisaient sur le sol d'un hôpital, sans blessure, sans sang, mais tous morts. Ces scènes de chaos humain et de désespoir ne sont pas fabriquées. Elles étaient bien réelles. Nul n'aurait pu fabriquer de telles scènes.

Nous sommes certains qu'aucun groupe d'opposition n'a ni les

armes ni la capacité de lancer une frappe de cette ampleur – surtout depuis le cœur du territoire tenu par le régime. Pensez à la logistique, faites preuve de bon sens. Nos services de renseignements nous disent, avec une confiance élevée, qu'après la frappe le régime a ordonné d'arrêter, et a ensuite redouté ouvertement, nous le savons bien, que des inspecteurs des Nations unies ne découvrent des preuves. C'est alors que le régime s'est évertué à les détruire méthodiquement. Lors d'un entretien avec son ministre des affaires étrangères, qui a soutenu que le régime n'avait rien à cacher, je lui ai déclaré que si c'était le cas, le régime devait autoriser les inspecteurs à travailler immédiatement et sans entraves. Ce n'était pas le cas. Il ne leur a pas permis de le faire. Quatre jours de bombardements se sont écoulés avant que le régime ne les autorise à effectuer leur travail dans un cadre limité et prédéterminé. Nous savons désormais que les échantillons capillaires et sanguins prélevés sur des personnes dans les quartiers est de Damas ont révélé des traces de sarin.

Alors, mesdames et messieurs mes collègues, nous savons ce qui s'est passé. Je veux dire à tous les avocats, à tous les anciens procureurs, à tous ceux qui ont un jour fait partie d'un jury – je peux vous assurer que nous le savons au-delà de tout doute raisonnable, comme quand nous envoyons des gens en prison pour le reste de leur vie.

Alors, nous sommes réunis en raison des faits survenus il y a deux semaines. Mais nous sommes également réunis en raison des faits survenus il y a près d'un siècle, aux heures les plus sombres de la Première Guerre mondiale et parce qu'après l'horreur du gaz comme arme de guerre, la grande majorité des pays du monde s'est rassemblée pour déclarer, sans ambiguïté, que le recours à des armes chimiques signifiait franchir une ligne tracée par la conscience, et qu'il devait être proscrit à jamais. Au cours des années suivantes, plus de 180 pays – y compris l'Iran, l'Irak et la Russie – en sont convenus et ont signé la Convention sur les armes chimiques. Même des pays avec qui nous ne sommes pas d'accord sur grand-chose ont accepté ce principe.

D'aucuns ont tenté de laisser entendre que le débat que nous

tenons aujourd’hui porte sur la ligne rouge du président Obama. Je ne pourrais dire avec plus de véhémence que c’est tout simplement faux. Ce débat porte sur la ligne rouge du monde, sur la ligne rouge de l’humanité, et c’est une ligne rouge que quiconque doté d’une conscience devrait tracer.

En outre, ce débat porte sur la ligne rouge du Congrès. Vous, le Congrès des États-Unis, avez accepté la Convention sur les armes chimiques. Vous, le Congrès des États-Unis, avez adopté la Loi relative aux responsabilités de la Syrie [Syria Accountability Act], qui stipule que les armes chimiques de la Syrie sont « une menace à la sécurité du Moyen-Orient et aux intérêts de sécurité nationale des États-Unis ». Vous, le Congrès des États-Unis, avez mis en garde contre les graves conséquences qu’engendrerait un recours aux armes chimiques par Assad tout particulièrement. Alors, M. le sénateur Corker, je vous affirme que c’est l’une des raisons pour lesquelles la Syrie compte.

Alors que nous débattons, le monde nous regarde, alors que vous décidez le monde se demande – non pas si le régime Assad a perpétré la pire attaque chimique du XXI^e siècle ; cela ne fait à mon sens plus l’ombre d’un doute – le monde se demande si les États-Unis d’Amérique consentiront, par leur silence, à se tenir à l’écart alors que l’on permet à une telle brutalité de survenir sans conséquence.

Au cours des 100 dernières années pratiquement, depuis le premier engagement mondial contre les armes chimiques, seuls deux tyrans ont osé franchir la ligne la plus claire au monde. Bachar al-Assad est aujourd’hui le troisième. Et je pense que vous savez tous que l’histoire voudra ces criminels à l’infamie et qu’elle n’aura que peu de compassion pour ceux qui leur ont permis d’agir.

Alors, la réalité, c’est la gravité du moment. Voilà l’importance que revêt la décision que ce Congrès doit prendre et que le monde attend de connaître dans les prochains jours.

Le sénateur Corker a posé une question fondamentale : pourquoi les Américains devraient-ils se soucier, outre ce que je viens de dire, et qui devrait suffire, du jugement du président et de son gouvernement ?

Il est clair que, en sus de ce que j'ai mentionné à propos de la Loi sur les responsabilités de la Syrie et de la menace pour le Moyen-Orient, nous ne pouvons pas négliger l'impact des armes chimiques et le danger qu'elles posent dans une région particulièrement instable et dans laquelle nous sommes profondément investis depuis des années parce que nous y avons de très bons amis, nous y avons des alliés, nous y avons des intérêts profonds.

Puisque la politique du président Obama est que Bachar al-Assad doit partir, priver ce dernier de la capacité de recourir aux armes chimiques ou saper sa capacité de les utiliser revient, et ce n'est pas une mince affaire, à le priver d'une arme meurtrière dans cette guerre civile en cours, et cela fait de l'effet. Cela peut contribuer à stabiliser la région, à terme.

De surcroît, nous avons d'autres intérêts stratégiques importants en matière de sécurité nationale, non pas simplement pour ce qui est de prévenir la prolifération des armes chimiques, mais aussi pour éviter la création d'un refuge sûr en Syrie, ou d'une base d'opérations, qui permette aux extrémistes d'utiliser ces armes contre nos amis. Nous savons tous que les éléments extrémistes des deux camps attendent dans les coulisses, qu'ils poussent à la roue et qu'ils se battent. Ils ne demanderaient qu'à mettre la main sur ces matériels.

Et le fait est que s'il ne se passe rien qui puisse changer l'équation ou le calcul actuel, cette région risque de devenir un espace non gouverné à un degré encore plus poussé, un espace où les extrémistes menacent même les États-Unis et, de façon plus immédiate, s'ils mettent la main sur ces armes, nos alliés et nos amis, comme la Jordanie, Israël, le Liban ou d'autres encore.

Obliger Bachar al-Assad à recalculer sa capacité d'agir en toute impunité peut l'amener à comprendre qu'il lui est impossible de s'extirper de la fâcheuse situation dans laquelle il se trouve par le recours aux gaz de combat ou aux balles. Comme vous le savez, je pense, l'objectif primordial du président est de parvenir à une solution négociée, mais pour y parvenir il faut que les parties soient prêtes à négocier.

La Syrie est également importante parce que, tout simplement –

je ne peux pas vous le dire plus clairement qu'en vous demandant, à chacun d'entre vous, de vous interroger : si vous étiez Bachar al-Assad ou n'importe quel autre despote de la région, et que les États-Unis reculent devant un tel moment, avec leurs alliés et amis, quel message envoyons-nous ? Le message, c'est qu'il s'est vu accorder l'impunité, la liberté de choisir une fois de plus d'utiliser ces armes ou de nous obliger à revivre une fois de plus ce cycle, avec qui sait quel résultat après que nous avons fait l'impasse une fois. Nous lui aurions donné les moyens d'utiliser ces armes contre davantage de gens parce que nous nous serions désistés.

Forts de la même conviction concernant les événements survenus à Damas le 21 août, mes amis, nous savons que Bachar al-Assad interpréterait notre désistement ou notre silence comme une invitation à utiliser impunément ces armes. Et en créant l'impunité, nous créerons une occasion - l'occasion faite à d'autres dictateurs et terroristes de chercher à se procurer leurs propres armes de destruction massive, y compris des armes nucléaires.

Croyez-moi, il y a certaines personnes qui espèrent que le Congrès ne va pas donner une suite favorable à la requête très limitée que le président vous a soumise. L'Iran espère que vous détournerez le regard. Notre inaction lui donnerait assurément l'autorisation au minimum de se méprendre sur notre intention, voire de la mettre à l'épreuve. Le Hezbollah espère voir l'isolationnisme triompher. La Corée du Nord espère que l'ambivalence va prévaloir. Tous sont à l'écoute de notre silence. Et si nous ne répondons pas à Bachar al-Assad aujourd'hui, nous éroderons une norme vieille de cent ans. En fait, nous éroderons une norme qui protège nos soldats en temps de guerre. Et nous ouvrons la porte à des mises à l'épreuve encore plus dangereuses à l'avenir.

Nos alliés et nos partenaires comptent aussi sur nous dans cette situation. Le peuple d'Israël, de la Jordanie, de la Turquie, tous regardent ce qui se passe à leur porte et ils voient qu'ils sont potentiellement à deux doigts d'en pâtir, que des civils dans leur population pourraient se faire tuer par suite des choix de Bachar al-Assad face à l'inaction. Ils attendent anxieusement d'avoir

l'assurance que notre parole n'est pas vaine. Ils attendent d'avoir l'assurance que, si les enfants allongés les uns à côté des autres dans des linceuls non tachés de sang étaient les leurs, nous tiendrions la promesse que le monde a faite. C'est ce qu'ils espèrent.

L'autorisation que sollicite le président Obama est indiscutablement dans l'intérêt de notre sécurité nationale. Nous devons envoyer à la Syrie et au monde, aux dictateurs et aux terroristes, aux alliés et aux populations civiles, le message indubitable que, quand les États-Unis d'Amérique et le monde disent « Plus jamais », nous ne voulons pas dire de temps à autre ; nous ne voulons pas dire ici ou là. Jamais veut dire jamais.

La question soumise au vote porte donc sur la reddition de comptes. Les normes et les lois qui font que le monde civilisé demeure civil ne veulent rien dire si on ne les fait pas respecter. Comme l'a dit le juge Jackson dans sa plaidoirie au procès de Nuremberg, « l'ultime étape pour éviter les guerres périodiques, qui sont inévitables dans un système d'anarchie internationale, consiste à tenir les hommes d'État responsables devant la loi. » Si les pires despotes du monde voient qu'ils peuvent impunément faire fi des interdictions contre les pires armes qui existent au monde, alors ces interdictions ne sont que des feuilles de papier. C'est ce qu'on entend par reddition de comptes, et c'est ce qu'on entend quand on dit qu'on ne peut pas rester silencieux.

Que je sois bien clair : le président Obama ne demande pas à l'Amérique de partir en guerre, et je dis cela ayant à mes côtés le secrétaire Hagel et le chef d'état-major interarmes, le général Dempsey, qui savent ce qu'est la guerre. Le sénateur McCain sait ce qu'est la guerre. Ils savent la différence entre partir en guerre et ce que le président Obama demande maintenant. Nous sommes tous d'accord pour ne pas envoyer de soldats sur le terrain. Le président Obama a fait savoir on ne peut plus clairement que nous n'avons aucune intention d'assumer la responsabilité de la guerre civile en Syrie. Il demande seulement le pouvoir de faire clairement savoir, de ne laisser aucun doute, que les États-Unis pensent vraiment ce qu'ils disent, que le monde, uni dans une déclaration multilatérale,

pense vraiment ce qu'il dit. Le président demande l'autorisation de détériorer la capacité d'utilisation d'armes chimiques par Bachar al-Assad et de le dissuader d'y recourir.

Assurément, d'aucuns poseront la question, à juste titre il me semble, des conséquences involontaires de l'action. D'aucuns craignent des représailles de nature à déboucher sur un conflit plus étendu. Je ne vais pas mâcher mes mots : si Bachar al-Assad est assez arrogant, je dirais même assez stupide, pour user de représailles contre les conséquences de son comportement criminel, les États-Unis et leurs alliés ont d'amples moyens pour lui faire regretter cette décision sans avoir à partir en guerre. Même les partisans de Bachar al-Assad, la Russie et l'Iran, disent publiquement que le recours aux armes chimiques est inacceptable. Par ailleurs, certaines personnes vont soulever la question de l'étendue de notre responsabilité. À celles-ci, je dis que, quand quelqu'un tue des centaines d'enfants avec une arme dont le monde a prohibé l'emploi, nous sommes tous responsables. C'est vrai en raison des traités comme la Convention de Genève ou la Convention sur les armes chimiques et, pour nous aux États-Unis, la loi sur les responsabilités de la Syrie. Mais c'est vrai aussi parce que nous avons une humanité commune et partageons la décence la plus élémentaire.

Ce n'est pas le moment d'être isolationnistes dans un fauteuil. Ce n'est pas le moment d'être spectateurs d'un massacre. Ni notre pays ni notre conscience ne peuvent se permettre le coût du silence. Nous avons dénoncé des horreurs indicibles bien des fois dans le passé. Nous devons maintenant passer à l'action et nous devons protéger notre sécurité, protéger nos valeurs, et guider le monde, forts de la conviction que nous comprenons parfaitement notre responsabilité. Merci.

Membre du public – Monsieur le secrétaire d'État Kerry, le peuple américain dit non à la guerre.

Le sénateur Menendez, président de la commission – Silence dans la salle. Silence dans la salle.

Membre du public – Le peuple a dit non à la guerre. (Inaudible) une autre guerre. Nous ne voulons pas une autre (inaudible).

Le sénateur Menendez - Je demande au - veuillez rétablir le calme.

Membre du public - (Inaudible) personne ne veut cette guerre. Les missiles de croisière - lancer des missiles de croisière, ça veut dire une autre guerre. Le peuple américain ne veut pas de ça. M. Kerry (inaudible).

Le sénateur Menendez - Monsieur le secrétaire Hagel.

Le secrétaire d'État John Kerry - Puis-je me permettre - la première fois que j'ai fait une déposition devant cette commission, quand j'avais 27 ans, mes sentiments étaient très similaires à ceux de la personne qui proteste. Et c'est exactement pour cela qu'il est si important que nous débattions de cette question, que nous parlions de ces sujets au vu et au su du pays, et le Congrès va agir en sa qualité de représentant du peuple américain. Je crois que nous pouvons tous respecter ceux qui ont un point de vue différent, et nous respectons ce principe.

John F. Kerry

Source : « Déclaration liminaire de John Kerry au Sénat sur la crise en Syrie », par John F. Kerry, *Réseau Voltaire*, 3 septembre 2013, www.voltairenet.org/article180101.html